

# **Mémoire : la chape de plomb se renforce, l'hystérie se donne libre cours**

C'EST L'HYSTÉRIE. Le soixante-quinzième anniversaire de l'arrivée de l'Armée rouge à Auschwitz-Birkenau le 27 janvier 1945 est l'occasion depuis plusieurs jours, et de manière ininterrompue, de déverser un déluge de propagande absolument inouï. L'objectif est toujours le même : il s'agit de tétaniser, de sidérer les consciences, de violer les âmes, de détruire les défenses immunitaires pour empêcher toute réaction musclée contre les politiques que l'on nous impose dans tous les domaines. L'arme de la Mémoire, comme nous l'avons souvent écrit, agit comme un rouleau compresseur qui permet d'en finir avec les institutions et les croyances les plus fondamentales, les plus immémoriales et les plus légitimes. Au même titre que les Palestiniens dont les droits et la dignité sont chaque jour foulés au pied, dont les maisons sont détruites par les chars israéliens, dont les enfants sont abattus ou mutilés sans sommation et de manière barbare, nous sommes humiliés, dépossédés, désarmés, niés, tyrannisés en permanence.

Certes pour l'heure les violences en Palestine occupée sont plus redoutables, plus brutales, plus sanglantes. Mais le processus est exactement le même, l'ennemi aussi. Il s'agit de détruire notre héritage matériel et immatériel, de nier ce que nous sommes, nos racines, notre être, notre foi, d'imposer une loi, des mots d'ordre, des slogans, un univers dont nous ne voulons pas. Un monde sans frontières où il n'y aura plus ni hommes ni femmes, ni Blancs ni Noirs, un monde où rien n'est certain, si ce n'est le Dogme holocaustique sacralisé et protégé par des lois contre le blasphème, un monde où l'on peut changer de sexe, d'orientation sexuelle, d'identité de genre, un monde où il faut se métisser mais où l'on ne croit plus en rien, où l'on ne transmet plus rien, sinon la Mémoire imposée d'une certaine communauté, où l'on ne sait plus qui l'on est et d'où l'on vient, où l'on n'a plus le droit de penser, d'aimer, de croire, de dire, d'écrire et de professer ce qui est interdit par Big Brother, un monde où ce sont les algorithmes sur Internet qui vont censurer sous 24 heures, comme c'est demandé par la loi Avia, tout ce qui est jugé haineux par les puissants qui nous oppriment.

QUELLE formidable invention que cette "haine" dont la définition n'est ni claire ni précise, dont les contours sont infinis et qui permet de diaboliser et de persécuter tous ceux que les puissants n'aiment pas, tous ceux dont

on réclame l'isolement, la marginalisation, l'incarcération voire l'élimination. Il ne faut pas croire que ce qui se passe actuellement ne concernera que les militants et sympathisants de ce que le média obèse appelle l'extrême droite. Ce sont tous les mouvements, toutes les structures, toutes les personnes qui défendent encore une vision traditionnelle de l'homme, de la famille, de la nation, de la civilisation qui sont dans le viseur. Il y a quelques semaines une école hors contrat dont nous taisons le nom et qui est tenue par des religieuses en France a été inspectée par l'académie. Alors qu'il s'agit d'une école catholique traditionaliste, d'une école confessionnelle, on a demandé aux religieuses de respecter et d'enseigner la laïcité dans les cours, ce qui est inouï. On a interrogé les enfants du primaire et du secondaire, ce qui ne s'était jamais fait jusque-là. Le temps n'est pas loin où, comme sous Mao, on demandera aux enfants de témoigner contre leurs parents.

Alors qu'il était question de la pratique du sport et les sœurs indiquant que les garçons jouaient au football, les inspectrices ont insisté sur la nécessité de dispenser une éducation non genrée, les filles devant elles aussi faire du football, et avec les garçons. Car la mixité, une des valeurs principales de la République, doit s'appliquer à l'ensemble des établissements scolaires, au nom du « *socle commun* ». Ce fameux socle permet d'en finir avec la spécificité des écoles hors contrat et d'imposer chaque jour davantage à des écoles qui sont totalement financées par les parents d'élèves, l'Etat et les collectivités locales ne leur donnant pas un centime, ce qui a cours dans les écoles publiques et les établissements privés sous contrat. Enfin les inspectrices ont insisté sur l'importance de l'éducation sexuelle à l'école. Les religieuses répondant que c'était là l'affaire des parents à la maison, les fonctionnaires de l'Education nationale ont affirmé que les religieuses devaient elles-mêmes assurer cet enseignement à l'école, soit directement, soit par le biais d'une infirmière. Voilà où nous en sommes !

Pour tous ceux qui voudront rester intégralement fidèles à la morale chrétienne, comme c'est nécessaire, le temps de la persécution se rapproche dangereusement. Bientôt il n'y aura plus d'autres choix que d'être héroïques ou apostats, martyrs ou traîtres à sa foi et à ses convictions les plus ancrées et les plus légitimes.

MAIS me direz-vous quel rapport tout cela a-t-il avec la Mémoire et le Forum international sur l'Holocauste à Jérusalem ? Il est pourtant évident. Car il suffit de se rendre sur les différents sites communautaires, ceux de la LICRA et de l'UEJF en passant par ceux du CRIF et d'autres organismes du même acabit, pour se rendre compte que pour eux le racisme, l'antisémitisme, l'homophobie, c'est la même chose, la même haine qu'il faut combattre sans merci. Défendre aujourd'hui la famille et la

morale traditionnelles, s'opposer à la théorie du genre, au transhumanisme, à l'homosexualisme, aux revendications exorbitantes du lobby LGBT, c'est être un haineux homophobe qu'il faut condamner en justice et dont il faut interdire la libre parole sur les réseaux sociaux. De la même manière, s'opposer à l'invasion migratoire, au Grand Remplacement, au génocide de notre peuple, de notre race, de notre continent, de notre civilisation, refuser le métissage obligatoire, c'est être un haineux xénophobe et raciste qu'il faut poursuivre et faire taire. Dénoncer l'utilisation par l'entité sioniste du Dogme holocaustique pour justifier ses menées bellicistes contre tous ses Etats voisins, hier l'Irak et le Liban, aujourd'hui la Syrie et surtout l'Iran, pour nier tout droit aux Palestiniens et occuper indûment leur territoire, confisquer ce qui leur appartient légitimement, se scandaliser de la toute-puissance et de la nocivité du CRIF en France, se scandaliser que l'on ne puisse pas s'adonner à de libres recherches historiques sur la Seconde Guerre mondiale et sur les camps de concentration ( « *En Occident, on n'a pas le droit de s'approcher de la boîte noire de l'Holocauste pour voir ce qu'il y a à l'intérieur* » constatait naguère avec esprit l'ancien président iranien Mahmoud Ahmadinejad), c'est être un haineux antisémite qu'il faut pourchasser et éliminer.

Emmanuel Debono, historien écrivant sur le blog du *Monde* et ayant composé des ouvrages à la gloire des législations dites antiracistes, a rédigé sur le site du quotidien vespéral le 23 janvier, jour même du Forum international sur l'Holocauste, un long article appelant à une répression impitoyable contre RIVAROL et son directeur (voir l'article dans ce numéro de l'ami François-Xavier Rochette). Bien que notre hebdomadaire n'ait que quelques milliers de lecteurs et soit une publication ancienne mais modeste, les vérités qu'elle défend sont insupportables aux censeurs d'aujourd'hui qui ne souffrent plus la moindre voix dissidente ou dissonante dans leur conformisme idéologique glacial et glaçant.

APRÈS avoir déclaré à Jérusalem le 22 janvier que contester la légitimité de l'existence de l'Etat d'Israël était de l'antisémitisme — cette notion est décidément extensive à l'infini, pourquoi n'aurait-on pas le droit de contester l'existence d'un Etat voyou, mafieux et criminel qui met à feu et à sang toute la région, persécute les autochtones en Palestine occupée, et dont les soubassements historiques, idéologiques et religieux sont des plus contestables ? —, voilà qu'Emmanuel Macron, le 27 janvier, au mémorial de la Shoah à Paris, a annoncé une impitoyable répression contre l'antisémitisme, tandis que le Premier ministre Edouard Philippe, la mine déconfite, l'œil humide, était à Auschwitz pour enrégimenter des lycéens. Le discours de Philippe était d'ailleurs ponctué de silences et de soupirs, on n'en fait jamais assez dans ce domaine ! Ces politiciens

ressemblent à de faux curés et à de vrais tartufes qui se prosternent devant l'idole, donnent leur grain d'encens. Ils sont profondément méprisables. Ce sont des minables laquais du sionisme et du judaïsme international. Ils n'ont aucune dignité, aucune grandeur, aucune pudeur. *« L'antisémitisme qui revient, n'est pas le problème des juifs, c'est notre problème à tous, celui de la République, a déclaré Macron, comme l'avaient dit avant lui Hollande, Sarkozy, Chirac. Ils sont interchangeables, ce sont des esclaves. Parce qu'ils sont nés juifs, des femmes, des hommes et enfants sont insultés, méprisés, frappés, parfois tués. C'est de la haine de l'autre, le frère indissociable du racisme, de toutes les exclusions, c'est la négation de nos héritages et de nos idéaux. Nous ne céderons rien. (...) Forts de l'adoption d'une nouvelle définition de l'antisémitisme, celle de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste, nous traquerons l'antisémitisme et le racisme sous toute ses formes, la haine qui s'expose au grand jour ou qui se tapisse dans l'ombre et l'anonymat des réseaux en ligne ».*

En guise de conclusion, l'Elyséen a mis en avant le fait que de nombreux moyens étaient mis en œuvre afin de protéger la population juive. Quant au reste de la population française, elle ne semble pas préoccuper le chef de l'Etat. Mais il est vrai que dans leur République ce qui compte c'est de satisfaire le président du CRIF. Une mission d'ailleurs bien difficile car les dirigeants communautaires en veulent toujours davantage. La Loi Avia n'est pas encore adoptée contre les « *contenus haineux* » en ligne, le Parquet numérique spécialisé pour traquer les délinquants de la pensée n'est pas encore en place que déjà le Lobby formule de nouvelles exigences : il faut en finir avec l'anonymat sur les réseaux sociaux et il faut sortir du droit de la presse tout ce qui est « racisme, antisémitisme, négationnisme, homophobie, sexisme, complotisme, conspirationnisme » car il s'agit de délits et non d'opinions. Il faut donc traiter leurs auteurs comme des délinquants de droit commun avec comparution immédiate, incarcération préventive, jugement rapide, sanctions plus lourdes, régime carcéral plus sévère.

On le voit, l'Union européenne devient l'Union soviétique. Les dissidents qui étaient à l'Est sont désormais à l'Ouest. Le goulag mental, mais aussi physique, est d'ores et déjà en place.

ET ON PEUT COMPTER sur des collaborateurs zélés pour apporter leur pierre à cet édifice carcéral et totalitaire. Le 23 janvier le maire de Vichy (Vichy a décidément bien changé en 80 ans !), Frédéric Aguilera, a pris un arrêté municipal pour interdire un déjeuner privé dans un hôtel de la cité thermale où devait être remis deux jours plus tard le 2<sup>e</sup> Prix

international Robert Faurisson. Au nom du risque de trouble à l'ordre public. Et le tribunal administratif de Clermond-Ferrand, saisi en urgence par les organisateurs de cet événement, a confirmé dès le lendemain, le 24 janvier au soir, l'arrêté du maire, accordant même 1000 euros de dommages et intérêts à la mairie de Vichy pour procédure abusive ! Le juge des référés, Ph. Gazagnes, a validé cette interdiction de réunion dans un lieu privé au nom du « *risque grave d'atteinte au respect de la dignité de la personne humaine* ». Non, ne riez pas, c'est bien l'argutie juridique qui a été développée. Lorsque les chars israéliens tuent des civils désarmés, rasent une maison, écrasent un enfant à mains nues, ce n'est pas une atteinte au respect de la dignité de la personne humaine. Mais remettre un Prix international Robert Faurisson, c'est une insupportable atteinte à sa dignité. Le juge ose ajouter que le déjeuner-conférence au cours duquel devait être remis le Prix était prévu dans un hôtel « *réquisitionné par l'Etat français en juillet 1940* ». La police et la justice de Vichy ont décidément bien changé en quatre-vingts ans. Faut-il vraiment s'en féliciter ?

Les organisateurs n'étant pas du genre à abdiquer, la réunion a bien eu lieu le samedi 25 janvier, jour anniversaire de la naissance du Professeur Faurisson, dans un autre restaurant de la cité thermale, après qu'un hommage eut été rendu à l'illustre universitaire au cimetière de Vichy sur sa tombe (qui, en un an, a subi trois dégradations, dont un récent dépôt de vingt litres de terreau, alors même que son nom et ses dates de vie ne figurent pas sur la pierre tombale, jusqu'où va la haine, véritable celle-là !). Le récipiendaire de ce 2<sup>e</sup> Prix International est le militant révisionniste Vincent Reynouard, aujourd'hui exilé en Angleterre, près de Londres, à cause de son engagement. Et les organisateurs de ce prix l'ont promis : quoi qu'ils adviennent, ils seront le 25 janvier prochain à Vichy. Car aujourd'hui le courage n'est plus facultatif, il doit être constant, permanent, ardent, si l'on veut rester coûte que coûte fidèle à la vérité et à la justice, sauver l'honneur et sauver son âme dans cet univers de ruines et de ténèbres.

**Jérôme BOURBON.**

**Editorial du numéro 3409 de RIVAROL daté du mercredi 29 janvier  
2020 (pages 1 et 2).**